

Les résultats du référendum constitutionnel au Burundi annoncés lundi

@rib News, 20/05/2018 à 16h00 Source AFP L'annonce officielle des résultats du référendum constitutionnel du 17 mai au Burundi aura lieu lundi après-midi, a annoncé dimanche le président de la Commission électorale (Ceni), dans un message transmis aux acteurs politiques. [Photo : Une femme a voté dans un bureau de vote à Ciri, dans le nord du Burundi, le 17 mai 2018.]

"Proclamation des résultats provisoires du référendum lundi 21/05/2018 (...). Début des cérémonies: 16.00 (14 heures GMT) précises", a indiqué Pierre-Claver Ndayicariye, le président de la Ceni, dans ce message qu'a obtenu l'AFP. Les résultats définitifs seront validés ultérieurement par la Cour constitutionnelle. L'invitation s'adresse notamment au gouvernement, aux partis ayant fait campagne pour le oui ou le non, aux observateurs nationaux et au corps diplomatique, selon une source au sein de la Ceni. L'opposition s'est étonnée dimanche que trois jours après le vote, aucun chiffre n'ait encore été donné par la Ceni, qui a justifié ce délai par le fait qu'elle attendait que tous les procès-verbaux en provenance des bureaux de vote lui aient été adressés pour s'exprimer. "Nous savons que la Ceni et le pouvoir ont mis à profit cette période pour tripatouiller les chiffres, les PV et tous les documents, pour essayer de les rendre conformes à ce qui a été proclamé par les médias", a accusé un opposant ayant requis l'anonymat. Les résultats disponibles ont été publiés par un collectif de 15 radios publiques et privées opérant sous l'égide du ministre en charge des médias. Portant sur 17 des 18 provinces du pays, ils montrent que le oui obtient partout des scores oscillant entre 50 et 85%. Si elle est adoptée, la nouvelle Constitution pourrait permettre au président Pierre Nkurunziza, 54 ans et au pouvoir depuis 2005, de rester en poste jusqu'en 2034, en l'autorisant à briguer deux mandats de sept ans à partir de 2020. La coalition d'indépendants Amizero y'Abarundi (Espoir des Burundais), menée par le principal opposant à l'intérieur du pays, Agathon Rwasa, a par avance annoncé qu'elle ne reconnaissait pas les résultats du référendum. Elle estime que le processus électoral n'a été "ni libre, ni transparent, ni indépendant, encore moins démocratique", en raison des "intimidations et (du) harcèlement" dont a été victime la population de la part du CNDD-FDD, le parti au pouvoir. Depuis sa candidature à un troisième mandat en avril 2015, contestée par l'opposition, la société civile et une partie de son camp, M. Nkurunziza a mené une répression brutale, qui a fait au moins 1.200 morts et plus de 400.000 réfugiés.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});